

Patrick Karam

Patrick Karam, né le [8 février 1961](#) à [Pointe-à-Pitre](#) en [Guadeloupe](#), est un [homme politique](#) et une personnalité [française](#) de la défense des [droits de l'homme](#). Ancien délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer sous Nicolas Sarkozy, il est conseiller régional d'Île-de-France ([UMP](#)) depuis 2010.

Inspecteur général de la jeunesse et des sports depuis 2011, il est depuis janvier 2020 inspecteur général de l'éducation, des sports et de la recherche (IGSR), corps de contrôle de l'Etat.

Il est président de la Coordination des Chrétiens d'Orient en Danger (CHREDO) créée en septembre 2013¹. Entre janvier 2014 et septembre 2016, il est le 1^{er} président du [Conseil représentatif des Français d'outre-mer](#).

Depuis décembre 2015, il est Vice-président du [conseil régional d'Île de France](#). De 2015 à 2021, il était en charge de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs, de la Vie associative et de la Citoyenneté². Depuis 2021, il est le sixième Vice-président du Conseil régional, chargé des Sports, des Jeux olympiques et paralympiques, des Loisirs, de la Citoyenneté et de la Politique de la ville, et de la Vie associative³.

Origines et études

D'origine libanaise⁴, Patrick Karam a vécu et suivi sa scolarité en Guadeloupe jusqu'à l'obtention de son [baccalauréat](#) C au lycée de Baimbridge.

Il est [docteur](#) en [sciences politiques](#) ([université de Bourgogne](#) à [Dijon](#))⁵, titulaire d'un [DEA](#) de [droit international public](#), [public](#) et [organisations internationales](#) ([université Sorbonne-Paris 1](#)), et d'une [maîtrise](#) de droit public

([université René Descartes-Paris 5](#)).

Droits de l'homme

afficher **Cette section ne cite pas suffisamment ses sources** (juillet 2022).

Il organise de différents colloques dont celui sur le [Caucase](#) à l'[Assemblée nationale](#) en 1992 et produit un rapport sur les violations des droits de l'homme dans le Caucase en 1992. Il a aussi publié d'autres rapports comme celui sur les violations des droits de l'homme au [Liban](#) pendant la [guerre](#) ou encore celui sur les minorités hongroises en Europe.

De février 2003 à novembre 2006, il a été président-fondateur du Collectif des [Antillais](#), [Guyanais](#), [Réunionnais](#) et [Mahorais](#) ([Collectifdom](#)), association de défense et de promotion des [Français d'outre-mer](#). Dans ce cadre, il est un des acteurs de premier plan à l'automne 2005 de l'[Affaire Olivier Grenouilleau](#) avec l'écrivain [Claude Ribbe](#) et [Gilbert Collard](#).

Fin septembre 2013, il crée la Coordination Chrétiens d'Orient en Danger. Définie par le quotidien libanais francophone [L'Orient-Le Jour](#) comme le lobby des [chrétiens d'Orient](#), elle vise à obtenir des pouvoirs publics nationaux, européens et onusiens différentes actions et résolutions pour protéger les [chrétiens](#) menacés en [Orient](#) et œuvrer pour qu'ils puissent continuer à vivre sur place en harmonie avec toutes les autres communautés.

Le [31 janvier 2014](#), il devient le premier président du [Conseil représentatif des Français d'outre-mer](#)⁶. Il est élu à l'unanimité des quelque 250 membres fondateurs ultramarin puis réélu à l'unanimité moins une voix en juin 2015. En septembre 2016, il démissionne afin de rejoindre la campagne de [Nicolas Sarkozy](#) pour la primaire de la droite en vue de l'[élection présidentielle de 2017](#).

Engagement politique

Patrick Karam a, pendant la [campagne électorale présidentielle de 2007](#), créé et dirigé les comités de soutien ultramarins à [Nicolas Sarkozy](#) organisés par région et par profession et a rassemblé plus de 4 500 originaires de l'outre-mer lors d'un meeting à Paris Montparnasse.

En juillet 2007, Patrick Karam est nommé [délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer](#) par le [président de la République](#) Nicolas Sarkozy. Quelques mois après sa nomination, il aurait été poussé à la démission par des tensions avec [Christian Estrosi](#), secrétaire d'État chargé de l'Outre-mer auprès du [ministère de l'Intérieur](#)⁷, mais reste finalement en poste. En désaccord sur la politique outre-mer menée par la ministre [Marie-Luce Penchard](#), il refuse d'accompagner le président de la République en janvier 2010 à la Réunion puis en janvier 2011 aux Antilles. Il donne sa démission en janvier 2011, finalement acceptée au bout de trois mois en mars 2011 par Sarkozy. Il est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports par décret présidentiel en octobre 2011.

Karam a créé et dirigé 43 comités de soutien de la diversité pour [Nicolas Sarkozy](#) pendant l'[élection présidentielle de 2012](#). Ces comités ont regroupé des Français de toutes les origines et de toutes les confessions et mobilisé plus de 8000 personnes au meeting de lancement de la campagne présidentielle à Villepinte.

Il a formé un ticket avec [Chantal Jouanno](#) à Paris durant les [élections régionales de 2010](#). Numéro 2 sur la liste de la majorité présidentielle à Paris, il siège depuis au [conseil régional d'Île-de-France](#). Il démissionne de l'[UMP](#) mais reste un fervent partisan de [Nicolas Sarkozy](#). **Il siège au conseil régional d'Île-de-France aux côtés de [Valérie Pécresse](#)** en qualité de non-inscrit. Depuis décembre 2015, il est vice-président du conseil régional d'Île-de-France, chargé de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Il est également vice-président du mouvement [Libres!](#) présidé par Valérie Pécresse.

Il soutient Nicolas Sarkozy pour la [primaire présidentielle des Républicains de 2016](#). Dans le cadre de la campagne des primaires de la droite et du centre, il est nommé orateur national chargé de l'outre-mer, des réseaux de la diversité et des [chrétiens d'Orient](#)⁸.

Vie privée[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Il est marié depuis septembre 2012 à Samia Badat-Karam, conseillère municipale et maire adjointe dans le [16^e arrondissement de Paris](#) depuis les [élections municipales de 2014](#)⁹ et élue conseillère de Paris en 2020.

Il est présenté comme un « ami » de [Victorin Lurel](#), député et président socialiste du Conseil Régional de la Guadeloupe⁷. Il côtoie régulièrement, jusqu'au décès de ce dernier, l'ancien président du [CReFOM Jean-Michel Martial](#).

Décorations

-  [Chevalier de l'ordre national du Mérite](#)
-  [Chevalier de la Légion d'honneur](#) (remis par l'ancien président de la République [Nicolas Sarkozy](#) le 20 mars 2013)

Bibliographie

Spécialiste des relations internationales et notamment du Caucase et d'Asie centrale^{[[réf. nécessaire](#)]}, Patrick Karam a publié de nombreux articles et ouvrages, qui rendent compte de la situation politique et religieuse dans cette région entre 1991 et 2002. Liste non exhaustive :

- 1991 : Patrick Karam, *La Journée des dupes ou le Samedi syrien : Les Non-dits de l'affaire Aoun*, éd. Cariscript
- 1995 : Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *Les Guerres du Caucase : Des tsars à la Tchétchénie*, éd. [Plon](#), 1995, 394 p. ([ISBN 978-2-262-01106-2](#) et [2-262-01106-0](#))¹⁰
- 1996 : Patrick Karam, *Le Retour de l'Islam dans l'ex-empire russe : Allah après Lénine*, Paris/Montréal, éd. [l'Harmattan](#), 1996, 253 p. ([ISBN 978-2-7384-4889-7](#) et [2-7384-4889-5](#))
 - 1998 : nouvelle éd. : Patrick Karam, *Allah après Lénine : La Revanche de l'Islam dans l'ex-Empire russe*, Paris, éd. Diderot, coll. « Latitudes », 1998, 429 p. ([ISBN 978-2-84352-103-4](#) et [2-84352-103-3](#))
- 2002 : Patrick Karam, *Asie centrale, le nouveau grand jeu : L'Après-11 septembre*, éd. [l'Harmattan](#), 2002, 322 p. ([ISBN 978-2-7475-2225-0](#) et [2-7475-2225-3](#), [lire en ligne](#) ^{[[archive](#)]})
- 2002 : participation à [Antoine Sfeir](#) (dir.), *Dictionnaire mondial de l'islamisme*, éd. [Plon](#), 2002, 518 p. ([ISBN 978-2-259-19760-1](#) et [2-259-19760-4](#))
- 2004 : *Français d'outremer : Dossier sur une discrimination occultée*, éd. [l'Harmattan](#), 2004, 112 p. ([ISBN 978-2-7475-7618-5](#) et [2-7475-7618-3](#), [lire en](#)

[ligne](#) [archive])

Notes et références

- ↑ Dominique Perrin, « [Querelles de chapelle autour des chrétiens d'Orient](#) » [archive], sur [lemonde.fr](#), 20 avril 2018.
- ↑ [franceinfo](#), « [Coronavirus : un vice-président de la région Île-de-France attaque l'ARS et l'AP-HP en justice et démission…](#) » [archive], sur [francetvinfo.fr](#), *Franceinfo*, 3 avril 2020 (consulté le 3 août 2020).
- ↑ « [L'exécutif du Conseil régional d'Île-de-France : la présidente, les vice-présidents et les délégués spéciaux](#) » [archive], sur [Région Île-de-France](#) (consulté le 1er février 2023)
- ↑ [Olivier Schmitt](#), « *Petit déjeuner avec Patrick Karam* », *Le Monde 2*, 28 février 2009, p. 66.
- ↑ « [Religion islamique et pouvoir politique dans les Républiques ex-soviétiques…](#) » [archive], sur [sudoc.fr](#) (consulté le 25 avril 2023).
- ↑ [Création d'un Conseil représentatif des outre-mer \(CREFOM\)](#) [archive]
- ↑ ^{Revenir plus haut en :a et b} [Franck Sali](#), « [Patrick Karam sur la sellette](#) [archive] », sur *Afrik.com*, 19 décembre 2007. Consulté le 23 mars 2009.
- ↑ « [Primaire à droite : l'équipe de campagne de Sarkozy se précise](#) » [archive], [lemonde.fr](#), 31 août 2016.
- ↑ [Léia Santacroce](#), « [Portrait de la Réunionnaise Samia Badat-Karam, candidate UMP dans le XVIe à Paris](#) » [archive], [francetvinfo.fr](#), 28 février 2014.
- ↑ [Stéphane Yerasimos](#), [Patrick Karam ; Thibaut Mourgues \(coll.\). Les guerres du Caucase. Des tsars à la Tchétchénie \(compte-rendu\)](#) [archive], *Politique étrangère*, Année 1995, 60-3, p. 787

photo : D.R.